



MISSION CONJOINTE D'ÉVALUATION DES BESOINS DES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES ET DES COMMUNAUTÉS HÔTES DANS LE CENTRE NORD

RAPPORT FINAL



Juillet 2019

Table des matières

I.	Résumé général	1
II.	Objectif de l'évaluation	2
III.	Méthodologie d'évaluation	2
IV.	Contexte.....	3
4.1.	Type de crise	3
4.2.	Chronologie de la crise	3
4.3.	L'étendue géographique de la crise.....	3
V.	Résultats	4
5.1.	Environnement opérationnel et défis opérationnelles.....	5
5.2.	Analyse multisectorielle	5
5.2.1.	Barsalogho	5
5.2.2.	Pensa	7
5.2.3.	Dablo.....	9
5.2.4.	Pissila.....	10
5.3.	Analyse sur les capacités locales de réponse à la crise	12
5.4.	Réponse humanitaire initiale en cours.....	12
VI.	Recommandations	12
6.1.	Barsalogho	13
6.2.	Pensa	13
6.3.	Dablo.....	14
6.4.	Pissila.....	15
6.5.	Sur la spécificité de l'élevage	16
	Annexe 1 : SITUATIONS DES RHUs FOURNIS AU CONASUR AU PROFIT DES PDI A LA DATE DU 04/07/2019.....	17
	Annexe 2 : Liste des participants à la mission	19

I. Résumé général

Le Burkina Faso est frappé depuis 2015 par des attaques armées qui ont touché plusieurs localités du pays. Au 1^{er} juillet, le pays enregistre près de 220 000 personnes déplacées internes principalement dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord et de l'Est.

Dans la région du Centre-Nord, les premiers déplacements ont concerné surtout les populations du Sahel qui sont redescendus dans les communes limitrophes entre les deux régions. La situation a empiré à l'issue d'un conflit communautaire en fin décembre 2018 qui a initialement entraîné le plus grand nombre de déplacement de personne dans la région.

Depuis le mois de juin 2019, plusieurs communes frontières avec la région du Sahel (Pensa, Dablo, Pissila et Barsalogho) ont subi des attaques ayant affecté plusieurs villages. Cette situation a eu pour conséquence des déplacements importants de population des villages touchés mais aussi des déplacements préventifs dans plusieurs autres villages.

La région du Centre-Nord enregistre à la date du 1^{er} juillet 2019, plus de 83 000 personnes déplacées internes enregistrées dans les trois (03) provinces de la région. La commune de Barsalogho, reçoit à elle seule plus de 50% des personnes déplacées et dans le besoin du Centre-Nord.

Les besoins prioritaires exprimés par les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les autorités locales sont par ordre de priorité : la protection (notamment la sécurité dans les zones de départ) pour leur permettre de retourner et gérer leur moyen d'existence, les abris, la sécurité alimentaire, la santé, l'eau l'hygiène et assainissement.

Les actions à mettre immédiatement en place sont :

- **La fourniture aux PDI d'abris d'urgence et d'articles ménagers essentiels (AME) ;**
- **L'assistance alimentaire pour les nouveaux arrivants et familles d'accueil ;**
- **La mise en place de services de santé/nutrition d'urgence dans les localités à fortes concentrations des PDI (Développement d'une stratégie avancée/clinique mobile incluant la substitution si nécessaire) ;**
- **Augmentation de la capacité en fourniture d'eau potable et assainissement d'urgence (incluant distribution de kits hygiène)**
- **Monitoring et activités de protection ;**

Dans cette région notamment dans les sites et villages d'accueil des personnes déplacées (Barsalogho, Foubé, Pensa, Dablo, Kelbo, Kaya, Pissila, etc..), il faut signaler que le SP/CONASUR et certains partenaires des agences des Nations Unies (PAM, UNHCR, UNICEF, UNFPA, OMS, FAO, ...) et les (Plan Burkina, OXFAM, ATAD, DRC,) ont déjà apporté une première assistance (alimentaire et non alimentaire) aux personnes déplacées qui étaient arrivées il y a deux semaines avant la mission.

II. Objectif de l'évaluation

La mission avait pour objectif de :

- Identifier les axes d'intervention prioritaires par secteur afin de répondre aux besoins urgents des populations déplacées et hôtes des quatre localités ;
- Collecter et analyser les informations sur la situation humanitaire par secteur et qui prévaut dans les communes et sur les sites d'accueil des déplacés ;
- Collecter et analyser les problématiques de protection des populations sur les sites et dans les communautés hôtes ;
- Identifier un système de suivi de l'assistance, impliquant les bénéficiaires ;
- Evaluer les capacités de réponse disponibles et identifier les éventuelles facilités pour fournir l'aide humanitaire ;
- Evaluer les contraintes d'accès dans les localités d'installation des sites ;
- Recenser avec tous les acteurs les pistes de solutions pour faciliter le dialogue entre les communautés et un règlement pacifique du conflit ;
- Définir avec les autorités locales, une meilleure stratégie pour la coordination intersectorielle ;

III. Méthodologie d'évaluation



La mission d'évaluation conjointe a été conduite avec le gouvernement à travers le SP/CONASUR et le SP/CVEL ainsi que les ONG et les agences des Nations Unies. Les participants à la mission sont issus des organisations et structures suivantes : (CF liste des participants)

L'évaluation a consisté à conduire des focus groupes avec 12 à 20 personnes déplacées internes constituées en groupes des femmes, des enfants, des hommes. Les autorités locales notamment les directions régionales des différents ministères techniques de la région du Centre Nord ont constitué un groupe de personnes ressources avec qui un entretien semi-structuré a été organisé. Pour cette

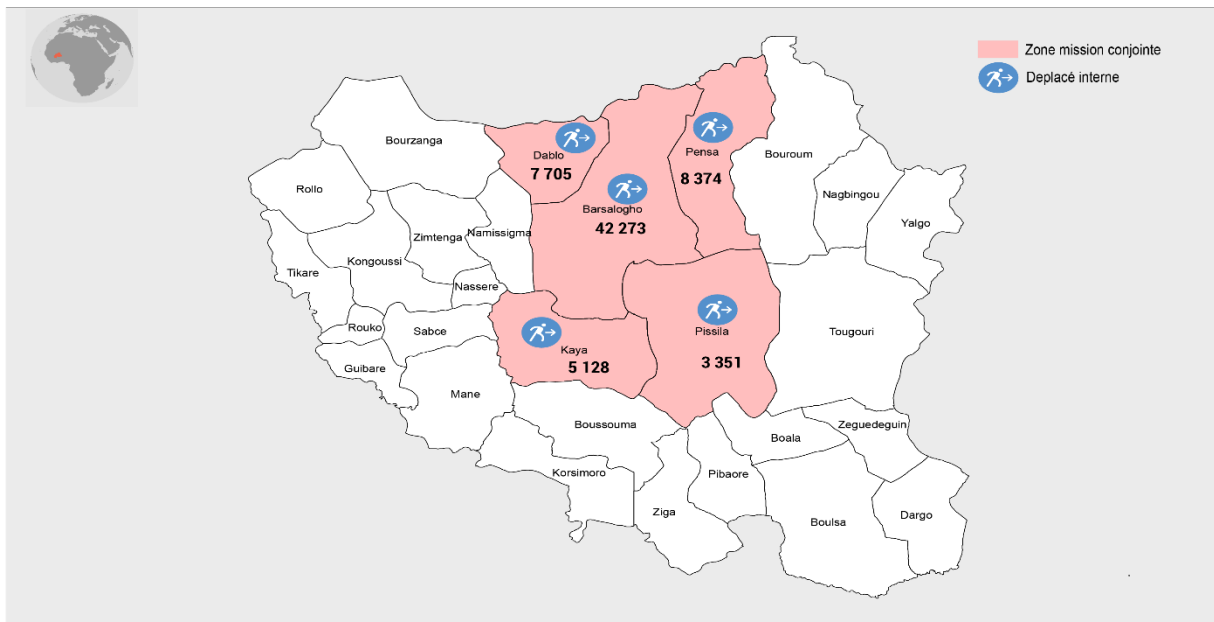
mission des membres de la communauté hôte ont aussi été constitué en groupe de focus pour la collecte des besoins. Les outils d'évaluation rapide de l'IASC (MIRA) ont servi de base de travail pour les équipes de la mission.

La mission d'évaluation conjointe s'est déroulée du 1er au 5 juillet 2019. La mission a rencontré le gouverneur et le secrétaire de la région du Centre-Nord pour les formalités introductives. Dans les différentes localités visitées notamment Barsalogo, Pensa, Pissila et Dablo, les équipes ont eu des entretiens avec les autorités locales sur la réponse en cours et les besoins.

La limite de cette évaluation, réside dans le fait que les évaluateurs ont été contraint à réduire la logistique de transport pour faire face aux contraintes sécuritaires. L'insuffisance du temps imparti aux discussions de groupes, la non couverture des autres villages d'accueil des PDI (uniquement le chef-lieu de la commune a été touché) et le changement de chronogramme des visites terrains sont les principaux facteurs limitant de cette évaluation. Tout cela n'a pas facilité la couverture optimale des besoins en information des équipes d'évaluation.

IV. Contexte

 **CENTRE-NORD**
Zone de couverture par la mission conjointe



4.1. Type de crise

La crise en cours dans la région du Centre Nord est induite par le contexte d'insécurité qui a pris un ampleur démesuré affectant directement les populations qui sont victimes d'attaques. Cette région en quelques 5 mois est devenue la première localité qui reçoit les déplacées venant du Sahel. On est passé de 12 587 PDI au 16 janvier 2019 à 82 660 au premier juillet 2019. On est face à une crise aiguë exacerbée par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans plusieurs localités, ainsi que les crises d'épidémie de rougeole (Des flambées ont été rapidement contrôlées).

4.2. Chronologie de la crise

La crise dans la région a commencé dans le dernier trimestre de l'année 2018 et a connu une accélération depuis janvier 2019 avec une succession d'attaques dirigées vers des communautés spécifiques à Yirgou, Gassiliki et Arbinda qui ont engendrés des conflits communautaires.

Depuis mars 2019, les attaques ciblant les forces de défense et de sécurité et des leaders communautaires dans la région du Centre-Nord ont débuté et connaissent un accroissement exponentiel. Au moins de juin 2019, les attaques ont changé de nature ciblant directement des personnes civiles dans les localités.

4.3. L'étendue géographique de la crise

De façon globale, la crise des déplacements concerne aujourd'hui 5 régions comme zones de départ et l'ensemble des 13 régions reçoivent des personnes déplacées internes qui étaient au nombre de plus de 220 000 déjà enregistrés. La mission a visité les localités de Foubé, Pensa, Dablo, Pissila et Barsalogo.

V. Résultats

Situation des enregistrements des PDI au 10 juillet 2019 pour la région du Centre Nord

Commune	Hommes	Femmes	Enfants	Total PDI
Sanmatenga				
Barsalogo	6 341	19 023	16 909	42 273
Boussouma	26	75	68	169
Dablo	1 156	1 548	5 046	7 750
Kaya	771	2 306	2 051	5 128
Namissiguima	42	127	114	283
Pensa	1 256	3 769	3 349	8 374
Pibaoré	2	4	4	10
Pissila	503	1 507	1 341	3 351
Total Sanmatenga	10 097	28 359	28 882	67 338
Bam				
Bourzanga	224	284	844	1 352
Kongoussi	330	434	1 266	2 030
Rollo	136	137	316	589
Sabcé	80	97	242	419
Tikaré	167	174	457	798
Zimtanga	17	23	91	131
Rouko	19	30	94	143
Total Bam	973	1 179	3 310	5 462
Namentenga				
Boala	28	84	74	186
Boulsa	8	25	22	55
Bouroum	743	2 229	1 982	4 954
Nagbingou	185	553	491	1 229
Tougouri	288	864	768	1 920
Yalgo	211	631	562	1 404
Zéguédéguin	17	50	45	112
Total Namentenga	1 480	4 436	3 944	9 860
Total Centre-Nord	12 550	33 974	36 136	82 660

NB : En vert les localités visitées par la mission

MATRICE DE PRIORISATION DES LOCALITES VISITEES PAR LA MISSION														
N°	Province	Commune / Village	CONFLIT		SECTEURS								Normalise	
			PDis	TOTAL	Abris	AME	Education	Moyens de subsistance	Nutrition	Protection	Santé	Sécurité Alimentaire		WASH
1	Sanmantenga	Barsalogo	42 273	42 273	5	4	3	4	3	4	4	3	4	76
2		Dablo	7 750	7 750	5	4	4	5	3	5	5	4	4	87
3		Pensa	8 374	8 374	5	4	4	5	3	5	5	4	3	84
4		Pissila	3 351	3 351	5	4	4	5	3	4	5	4	4	84
5		Kaya	5 128	5 128	3	4	2	5	3	3	5	3	4	71

LEGENDE:

0= N/A
1= Situation normale
2= Situation presque normale
3= Situation préoccupante
4= Situation critique
5= Situation catastrophique

5.1. Environnement opérationnel et défis opérationnelles

- La situation sécuritaire dans la zone reste volatile et pourrait constituer l'un des principaux facteurs limitants des interventions humanitaires.
- Bien qu'éloigné du chef-lieu de la région certaines communes sont physiquement accessibles par la route départementale qui est assez praticable. Cependant, avec l'installation de l'hivernage, certains ouvrages de franchissement qui présentent déjà des signes de dégradation pourraient céder.
- Les différentes communes visitées par la mission disposent d'infrastructures de stockage pouvant servir pour prépositionner ou stocker des vivres et des non vivres.
- Particulièrement dans la commune de Dablo, la situation sécuritaire s'est améliorée mais reste très précaire.
- Le dialogue civilo-militaire sur le terrain a permis aux équipes d'effectuer la mission sans entrave, dans le respect des principes humanitaires.

5.2. Analyse multisectorielle

5.2.1. Barsalogo

Environ 15 620 personnes nouvellement déplacées constituées essentiellement des femmes et des enfants (85%) venues de 25 villages environnant vivent dans une précarité outre mesure. Les PDI qui ont pu emporter quelques animaux se voient contraints de les vendre généralement à vil prix pour subvenir à leurs besoins immédiats. La situation n'est pas aussi sans créer des conséquences sur la vie des jeunes filles et femmes chefs de ménages. Le risque de la pratique du sexe pour la survie est grand avec son corollaire de maladies sexuellement transmissibles. Cette population qui manque du tout a besoin d'une assistance immédiate pour améliorer les conditions de vie très difficiles principalement pour les besoins de base

- Insuffisance des points d'eau et des latrines-douches sur les sites et dans les familles hôtes, déjà avant l'arrivée des déplacées les populations hôtes étaient confrontées à des problèmes d'approvisionnement en eau potable du fait de la faible capacité de la nappe phréatique ;
- La vaccination des enfants est urgente surtout en matière de rougeole/rubéole pour éviter des épidémies.



- Manque d'accès aux soins médicaux et services de santé (ne peuvent honorer les ordonnances médicales), des cas suspects de rougeole ont été observés parmi les PDI, des cas de malnutrition ont dû abandonner les programmes, la couverture vaccinale n'est pas bien connue à cause de la perte des documents. Parmi les déplacés on compte un nombre important de femmes enceintes et allaitantes
- Manque d'abris et d'articles ménagers essentiels, les familles vivent dans des espaces très réduits (50-60 personnes/salle de classe) qui n'offrent aucune intimité, certaines personnes vivent sous des arbres et sont exposées aux intempéries et aux risques de protection ;
- Les populations déplacées éprouvent des difficultés pour s'alimenter, elles n'ont pas pu transporter les vivres lors du déplacement et certains agro-pasteurs ont abandonné leurs cheptels. Ceux qui ont apporté leurs cheptels ont des difficultés pour les abreuver et les alimenter, car les ressources naturelles sont très limitées dans la localité ;
- Les enfants déplacés scolarisés n'ont fait qu'un mois de cours cette année scolaire à cause de l'insécurité dans les localités de départ.
- Des cas de violence, des enlèvements et des meurtres sont signalés dans certaines localités de départ.
- La mise en place d'un poste médical avancé (PMA) y compris la case de maternité et autres services spécifiques pour les femmes afin d'offrir gratuitement les soins aux personnes déplacées et désengorger le CMA de Barsalogho.
- L'intégration de la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants de moins de 5 ans et la disponibilisation des intrants nutritionnels dans ce PMA.
- Le renforcement de la promotion de la santé, la sensibilisation et distribution des kits d'hygiène ainsi que le renforcement de la surveillance des maladies à potentiel épidémique et l'alerte précoce.
- La prise en charge de psychotraumatismes
- Renforcement de la logistique sanitaire (dotation d'une ambulance)

La zone est accessible même si la situation sécuritaire reste volatile. Il faut noter que certains ouvrages de franchissement sont fragilisés et susceptibles de céder. Les autorités locales sont débordées par les afflux et disposent pas pratiquement des moyens pour faire face aux besoins de base des déplacés.

5.2.2. Pensa

Les services techniques de l'Etat notamment la santé, l'élevage, l'éducation, les services sociaux ne sont plus fonctionnels.

- **Sécurité Alimentaire et Moyens de subsistance** : La situation de la sécurité alimentaire est précaire. Les principales sources de nourriture des déplacés sont leur réserve qui s'amenuisent de jour en jour. On assiste à un bradage de leur cheptel pour s'approvisionner sur le marché. Certaines femmes retournent à leur site de départ pour se ravitailler en céréale malgré les risques sécuritaires. Les champs sont complètement abandonnés à l'orée de la campagne agricole. Certains déplacés affirment avoir abandonné leurs cheptels dans leur village d'origine et aux environs de Pensa.

On note que les nouveaux arrivants n'ont jusque-là reçu aucune assistance. Néanmoins, on note des efforts du gouvernement à travers le CONASUR qui a apporté aux premiers déplacés sur le site une ration couvrant les besoins de deux mois.

Actions préconisées

- Distribution gratuite de vivres aux IDPs et leurs hôtes ;
 - Poursuite du profilage des nouveaux arrivants,
 - Distribution d'aliments bétail pour sauver le cheptel
 - Enclos pour contenir les animaux et protéger les champs
 - Prévoir des soins zootechniques
 - Récupération des sols dégradés
 - Assistance en intrants agropastoraux
 - Renforcement des capacités des agropasteur en gestion de cheptel par temps de crise
- **Santé** : Il n'y a pas de service disponible, les quatre (4) formations sanitaires sont fermées et le personnel a quitté depuis l'attaque contre la commune. Les formations sanitaires les plus proches sont Bouroum (15 km) et Barsalgho (45 km). La population fait recours à la médecine traditionnelle et aux médicaments de la rue. Les femmes sont assistées par les ASBC pour les accouchements ou sont évacuées à Barsalgho ou Bouroum par les moyens privés. Les maladies courantes sont le paludisme, les diarrhées, les psycho traumatismes et les dermatoses cutanées ;

Actions préconisées

- Mise en place des cliniques mobiles pour combler le manque d'accès aux soins et services de santé des personnes déplacées et les communautés hôtes.
- Réaliser un dépistage communautaire de la malnutrition aigüe.
- Dotation des kits de santé de la reproduction pour les femmes et d'autres kits communautaires pour soigner dans la communauté le paludisme et les diarrhées par les agents de santé communautaires
- Appui en intrants et RH aux structures de santé ouvertes (Barsalgho) pour palier à l'augmentation des consultations et internements
- Plaider pour la réouverture des formations sanitaires et renforcement des équipes,
- Prise en charge psycho sociale des personnes,
- Reconstitution de l'historique vaccinal des enfants (surtout ceux venus du Soum)
- Dotation d'une ambulance (01) en vue de faciliter les évacuations sanitaires vers le CMA de Barsalgho.

- **WASH** : Les populations s’approvisionnent à partir des forages et des bornes fontaines (ces dernières sont payantes, et pas tout le monde a les moyens) mais le nombre est insuffisant compte tenu de la pression due au nombre élevé d’utilisateurs. Il n’y a pas de douche et le nombre des latrines est très insuffisant. Les PDI n’ont pas d’articles d’hygiène (ex. savon)

Actions préconisées :

- Augmenter le nombre de point d’eau potable/water trucking si nécessaire ;
- Dans une première phase, faire des tranchées pour la défécation des personnes qui logent dans les sites spontanées (écoles, bâtiments administratifs) ;
- Construction de latrines et des douches d’urgence dans les ménages d’accueil et sur les sites ;
- Mettre en place des dispositifs de lavage des mains,
- Mettre en place des dispositifs de collecte de traitement des ordures ;
- Distribuer des kits WASH couplé de sessions de promotion à l’hygiène



- **Abris – AME** : les nouvelles personnes déplacées internes sont logées dans les écoles et bâtiments administratifs et il n’y a pas de place. Les PDI vivants sur le site temporaire semblent plus vulnérables car les tentes sont insuffisantes et ne semblent pas adaptés à résister à toutes les intempéries. L’emplacement, l’aménagement du site et l’orientation des tentes n’offrent pas les conditions adéquates pour les personnes déplacées qui y sont installées. Une petite minorité affirme payer la location à

1000 FCFA pour une chambre et par mois.

Actions préconisées :

- Identification d’un nouveau site pour accueillir les nouveaux arrivants installés dans les écoles et dans le site temporaire qui présentent des problèmes d’accès à l’eau.
 - Assistance en abris et articles ménagers essentiels surtout aux nouveaux arrivants
 - Réaménager le site en y installant une diguette de protection
- **Education** : Il ressort qu’une majorité d’enfants n’étaient plus scolarisés dans leur localité d’origine depuis plusieurs mois, dû à la fuite des enseignants, de menaces et/ou attaques. Quelques 40%

étaient scolarisés dans des écoles franco-arabes, lesquelles n'ont pas été menacées/attaquées et donc sont restées ouvertes.

- **Actions préconisées :**

- Education en situation d'urgence à travers la mise en place d'espace temporaire d'apprentissage, si la situation sécuritaire le permet. Si cela n'est pas possible, voir la possibilité d'insérer quelques activités d'apprentissage dans le cadre des activités psychosociales de protection de l'enfant
- Lorsque cela est possible d'un point de vue sécuritaire, organiser des regroupements d'enfants pour des cours de rattrapage afin d'éviter qu'ils perdent 1 année scolaire
- Appui aux écoles franco-arabes
- Installation de centres d'apprentissage sur le moyen terme pour les adolescents

- **Protection :** Sur le site d'accueil, le groupe évoque un sentiment de peur généralisé, l'insuffisance des agents de sécurité (Gendarmes) en service dans le seul poste de la commune. Aucun cas d'arrestation arbitraire ou de torture n'a été signalé durant la fuite et pendant le séjour dans le site de transit. Dans les villages de provenance, des cas de disparition d'adolescents et d'hommes et des traumatismes graves ont été signalés par les groupes. Une bonne majorité affirme disposer des pièces d'identification ; cependant ils signalent plusieurs enfants n'ont pas été déclarés à l'état civil.

Actions préconisées :

- Mettre en place des activités psychosociales et récréatives pour les enfants qui permettront un suivi et une prise en charge des problèmes de protection (UASC, VBG, violences...)
- Mettre en place des activités de monitoring de protection
- Plaidoyer pour renforcer la présence de la sécurité dans la commune de Pensa.
- Prendre en charge les cas de VBG
- Prise en charge des personnes à besoins spécifiques

- **Communication :** La zone de Pensa dispose d'une couverture en GSM de trois opérateurs (Orange, Telmob et Telecel) et les populations ont accès aux informations à travers la radio et les autorités locales. Les informations les plus recherchées par les personnes affectées sont relatives à la situation sécuritaire et à l'assistance humanitaire.

Actions préconisées :

- Diffusion des messages clés de vivre ensemble et de la cohésion sociale
- Information sur l'action humanitaire

5.2.3. Dablo

Les incidents sécuritaires qui ont eu lieu au mois de Mars 2019 dans les provinces d'Arbinda et Djibo, ont contraint une partie de la population à quitter leurs lieux de résidences habituel pour trouver refuges dans d'autres localités dont la commune de Dablo. Dans cette commune, ces populations ont trouvé refuge principalement dans les villages de Dake et de Dou. Ces villages d'accueil (Dake et Dou) ont à leur tour été victimes d'attaques de groupes armés dont les derniers incidents remontent au 27 juin 2019. Ce qui a entraîné un déplacement des populations vers des villages d'accueil de Dablo, Zambila, Perko, Doffi et Bawenne. Ces PDI s'ajoutent aux premières vagues venues de la commune de Kelbo, province du Soum (région du Sahel)) et des villages environnants (Madou, Sagho, Woskossogo) au nord de Barsalogo .

La majorité des PDI (environ 70%) se trouvent dans des familles d'accueil. D'autres sont installés dans des bâtiments publics, des bâtiments privés (location de maison) et des lieux de culte. Par ailleurs, en ce qui concerne la situation des animaux des éleveurs déplacés, certains ont été abandonnés dans les localités d'origine, d'autres sont dans les zones environnantes des sites d'accueil. Quelques têtes sont dans les sites d'accueil. A cela s'ajoutent les animaux perdus ou volés. Les animaux présents dans les sites manquent de pâturage et d'eau d'abreuvement. Ce qui contraint les éleveurs à procéder au bradage. La santé publique vétérinaire est également menacée avec des risques d'apparition ou d'émergence de zoonoses.

Les principaux groupes vulnérables sont : les enfants de moins de 05 ans, les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgés.

- Les risques identifiés dans la commune de Dablo sont : les enlèvements, les viols, les vols d'animaux, les épidémies, les épizooties, le Risque de perte totale des moyens d'existence liés à l'élevage.

La plupart des services techniques de l'Etat notamment la santé, l'élevage et l'éducation ne sont plus fonctionnels. Par conséquent, les secteurs d'interventions prioritaires d'une manière générale sont :

1. Les abris/AME
2. Sécurité alimentaire
3. Le Wash
4. La santé

Selon les entretiens conduits, le besoin varie en fonction du sexe et de l'âge. Ainsi, on note:

- Pour les hommes : la santé, l'alimentation, Wash, abris
- Pour les femmes : alimentation, abris, protection, santé,
- Pour les enfants : alimentation, abris, santé.
- Pour le cas des animaux les besoins prioritaires sont : abris, alimentation, abreuvement, santé.

Actions préconisées pour la santé :

- Organiser la campagne de vaccination de rattrapage contre la rougeole et la rubéole parmi les personnes déplacées internes et les communautés d'accueil
- Mise en place des cliniques mobiles pour combler le manque d'accès aux soins et services de santé des personnes déplacées et les communautés hôtes.
- Réaliser un dépistage communautaire de la malnutrition aigüe.
- Dotation des kits de santé de la reproduction pour les femmes et d'autres kits communautaires pour soigner dans la communauté le paludisme simple et les diarrhées par les agents de santé communautaires
- Dotation d'une ambulance (01) en vue de faciliter les évacuations sanitaires vers le CMA de Barsalogho.

5.2.4. Pissila

Les équipes de la mission conjointe ont décidé de considérer les informations de la mission d'évaluation de l'équipe du Mécanisme de réponse rapide qui a couvert la localité du 1^{er} au 5 juillet. Toutefois une équipe s'est rendue pour rencontrer les autorités et le personnel du centre de santé.

La commune compte 117,000 personnes réparties dans 68 villages. Il y a 15,000 PDIs répartis dans 6 villages. Les PDIs sont arrivés depuis le 25 Juin en vagues successives.

Depuis l'attaque du commissariat il n'y a plus de présence constante de sécurité. La police et la gendarmerie organisent des patrouilles. Les personnes sont obligées de se déplacer à Kaya pour les documents d'identité.

Une partie des écoles de la commune est fermée depuis Avril car menacées par des groupes armés. Un regroupement d'enfants de 2 ou 3 villages dont les écoles étaient fermées depuis Fév/Mars a pu se faire vers Kaya pour des cours de rattrapage. Les examens auront lieu en septembre.

Le centre de santé est ouvert avec une permanence de 24h, mais la plupart du personnel est en grève (en période normale 14 personnes y travaillent dont un médecin). Nous avons rencontré une infirmière qui assure les consultations : ils sont passés de 20 à 90 consultations par jour (80% sont des PDIs et à peu près 70% sont des consultations pédiatriques). Problèmes mentionnés : IRA, diarrhées, problèmes de peau. Screening malnutrition fait automatiquement. Les cas de SAM sont référés à la maternité.

Prévoir un appui en intrants médicaux car l'arrivée des PDIs représente une augmentation de 80% des consultations.

Aide apportée :

- CONASUR a apporté 40 tonnes de vivres et des NFI
- 1 député a envoyé 40 sacs de maïs et de riz
- CONASUR assure l'approvisionnement de 36,000 litres d'eau/jour avec un camion-citerne. Il y a aussi 3 pompes fonctionnelles.

Les résultats de la MSA réalisée par l'équipe RRM se résument comme suit :

Toutes les personnes interrogées ont rapporté s'être déplacées suite à la dégradation de la sécurité dans leur village d'origine.



- **Score NFI moyen : 4,0** (supérieur au seuil d'intervention qui est de 3,8)
 - ✓ 63% des ménages déplacés interrogés occupent des bâtiments publics (2 Ecoles à Pissila-Centre et 1 école à Koalma) ; 25% sont en famille d'accueil, 7% des ménages déplacés habitent une maison privée prêtée par une famille ; 2% des ménages disent louer la maison occupée et 3% sont sans abris (dorment à la belle étoile).
 - ✓ **38% des ménages évalués sont en situation d'insécurité alimentaire sévère.**

- **Score Alimentaire moyen : 26 (Limite)**

- ✓ **88% des ménages interviewés n'ont pas de réserves alimentaires.** La durée moyenne des réserves alimentaires des ménages visités est de **0,31 semaine (environ 2 jours)**.
- ✓ **34 % des ménages n'ont pas accès à une source d'eau potable**
- ✓ **82 % des ménages n'ont pas accès à des latrines hygiéniques**
- ✓ **39% des ménages ont accès à moins de 15L/personne/jour**
- ✓ **20 % des enfants ont été déscolarisés du fait de l'insécurité dans la zone**
- ✓ **27% des ménages ont perdu des documents d'identité** dû au déplacement
- ✓ **10% des ménages disent avoir été victimes d'attaque et/ou de menaces dans leur village d'origine**
- ✓ **81% des ménages rapportent qu'un ou plusieurs membres ont un grave problème lié à un sentiment d'extrême détresse psychologique.**

Les 3 principaux besoins exprimés sont :

- (1) **Nourriture**, cité par 100% des ménages
- (2) **Protection, sécurité** (sécurisation des villages d'origine), cité par 48% des ménages
- (3) **Médical/santé**, cité par 28% des ménages

5.3. Analyse sur les capacités locales de réponse à la crise

Les capacités de réponse locales sont limitées. Certaines administrations (maire, préfet) ont quitté la commune et par endroit seul un agent de l'action sociale est sur place. La capacité de la communauté hôte reste très limitée en termes d'espace pour offrir les habitations et en termes d'assistance alimentaire. Plusieurs familles ont affirmé ne plus disposer de stocks de nourritures pour les prochains jours. Le CONASUR et des ONG ont apporté un appui aux PDI en matière de vivres et NFI.

5.4. Réponse humanitaire initiale en cours

Concernant la réponse en cours, les équipes de la mission conjointe ont constaté que la réponse n'a pas atteint un niveau optimal de couverture des besoins et des attentes des personnes déplacées internes et des populations d'accueil.

Les équipes ont constaté que :

- L'enregistrement des personnes déplacées est en cours sur les différents sites provisoires.
- Les PDI enregistrés ont reçu leur première assistance alimentaire de la part du PAM ou de OXFAM.
- Une assistance en kits d'hygiène a été fournie à 445 ménages par l'ONG Oxfam à Pissila et à Dablo

L'assistance sur le site de Barsalogho, bien qu'en deçà des normes et très loin de la couverture optimale des besoins, il faut noter qu'il y a une meilleure organisation des interventions et une meilleure gestion du site par les agents du SP/CONASUR, des ONG partenaires comme Plan International et Save the children, etc. et des agences UN.

VI. Recommandations

6.1. Barsalgho

- Procéder à une immédiate intervention pour une assistance vitale dans les secteurs prioritaires notamment, EHA, abris, santé et planifier la distribution générale pour les mois à venir.
- Apporter une assistance immédiate en abris d'urgence sur les sites et procéder à relocaliser les familles vivant dans les établissements scolaires et leurs fournir des abris familiaux ;
- Fournir une assistance en eau, hygiène et assainissement aux familles déplacées et à la population hôtes ;
- Fournir une assistance en soins de santé d'urgence aux familles déplacées et les communautés hôtes ;
- Fournir une assistance alimentaire et non alimentaire (AME) aux familles déplacées et aux communautés hôtes ;
- Organiser des activités récréatives et psycho sociales pour les enfants afin d'identifier les cas de protection et pouvoir référer vers les services existants ;
- Initier un monitoring de protection
- Poursuivre le profilage des nouveaux arrivants ;
- Organiser une session de rattrapage pour les élèves ayant eu au moins 4 mois de scolarité au cours de l'année ;
- Fournir une assistance en aliment bétails ;
- Fournir une assistance psychosociale aux PDIs ;
- Renforcer la coordination de l'aide humanitaire et le mécanisme de prise en charge dans les communautés d'accueil ;
- Procéder immédiatement au recensement des éleveurs et de leurs animaux ;
- Apporter immédiatement un appui dans le domaine d'alimentation du bétail, d'abreuvement des animaux et de santé animale.
- Organiser une campagne de dépistage communautaire de la malnutrition aigüe dans le district sanitaire de Barsalgho
- Dotation de matériel anthropométriques pour le dépistage de la malnutrition dans les formations sanitaires de Barsalgho



6.2. Pensa

Immédiat :

- Distribution de rations d'urgence aux derniers PDIs arrivés
- Abris d'urgence pour les derniers PDIs arrivés et distribution d'AME
- Distribution de charbon/bois/gaz pour faire la cuisine

- Mettre en place des infrastructures d'assainissement d'urgence (tranchées/latrines-douches d'urgence) pour les sites spontanés (écoles, bâtiments administratifs)
- Distribution de kits hygiène et sessions de promotion à l'hygiène
- Mettre en place un point de santé : Clinique mobiles ou stratégies avancées de l'offre aux soins de santé de base y compris le dépistage et la prise en charge de la malnutrition
- Monitoring protection
- Mettre en place des activités récréatives et psycho sociales pour les enfants
- Prise en charge psycho sociale des personnes
- Assurer la distribution d'aliments bétail

Moyen terme :

- Réouverture des formations sanitaires et renforcement des plateaux techniques ainsi que les ressources humaines,
- Prise en charge psycho sociale des personnes,
- Reconstitution de l'historique vaccinale des enfants (surtout ceux venus du Soum)
- Dotation en médicaments et matériels médicotéchniques et anthropométriques
- Reconstitution de l'historique vaccinale des enfants (surtout ceux venus du Soum)
- Construction de latrines et des douches dans les ménages d'accueil
- Mettre en place des dispositifs de lavage des mains
- Mettre en place des dispositifs de collecte de traitement des ordures
- Effectuer des transferts monétaires pour couvrir les autres postes de dépenses et éviter le bradage des animaux
- Education informelle en urgence si la sécurité le permet
- Augmenter la disponibilité d'eau potable

Long terme :

- Récupérer les terres dégradées pour un usage agricole ou pastorale
- Renforcement du système sécuritaire surtout au niveau du site de PDI la nuit et améliorer les conditions de vie ;

6.3. Dablo

	Immédiatement	Moyen terme	Long terme
Intervention en faveur des PDI			
	Abris, sécurité alimentaire, wash, santé/nutrition, Protection (adultes et enfants), éducation informelle en urgence (si la sécurité le permet)	Prise en charge psychologique, éducation, nutritionnelle et les moyens de subsistance. Appui à la délivrance des documents d'identification (actes de naissance, CNB), enregistrement/profilage	Renforcer la résilience de ces PDI.
En faveur des animaux			

<ul style="list-style-type: none"> • Couverture vaccinale • Apport en aliment bétail: • Abreuvement • Doter les ménages des kits d'habitats pour animaux • Destockage stratégique 	<ul style="list-style-type: none"> • Recensement des éleveurs et des animaux • Sensibilisation des populations hôtes et des éleveurs sur la la prévention et gestion des conflits • La formation sur la production du fourrage • La récupération des sols dégradés • Effectuer des transferts monétaires pour couvrir les autres postes de dépenses et éviter le bradage des animaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution du cheptel
--	---	---

6.4. Pissila

Abris/NFI : *Organiser une distribution de kits AME et de kits Abris aux ménages déplacés.*

Eau Hygiène Assainissement :

- *Améliorer l'accès à l'eau des populations déplacées par :*
 - ✓ *La réhabilitation (pompe et aménagement de surface) de 03 forages non fonctionnels*
 - ✓ *La reconstruction de l'aménagement de surface de 11 PMH fonctionnelles.*
- *Améliorer l'accès à des infrastructures d'assainissement adéquates par :*
 - ✓ *La mise en place de dispositifs (portes et/ou cadenas) sur les latrines pour la protection des femmes et enfants.*
- *Améliorer les pratiques d'hygiène par :*
 - ✓ *La distribution des kits d'hygiène*
 - ✓ *La sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement*
 - ✓ *La redynamisation des comités de gestion de point d'eau.*

Sécurité Alimentaire : *Organiser une distribution d'urgence de vivres au profit des personnes déplacées de Pissila et Koalma.*

Santé/Nutrition : *Appuyer le Centre de Santé de Pissila en médicaments de première nécessité y compris les intrants nutritionnels, afin de permettre de faire face à l'affluence créée par la présence des PDI.*

Organiser la campagne de vaccination de rattrapage contre la rougeole et la rubéole parmi les enfants déplacés

Doter le centre médical en matériels médicotechniques et anthropométriques et renforcer les ressources humaines

Dotation d'une ambulance (01) en vue de faciliter les évacuations sanitaires vers le CMA de Barsalogo.

Protection et Premier Secours Psychologique

- *Approfondir l'évaluation en protection afin d'identifier les besoins spécifiques des déplacés pour une meilleure prise en charge ou un référencement vers les services spécialisés.*

- *Identifier les personnes déplacées ayant perdu les documents d'état civil et les accompagner dans l'établissement de ces documents.*
- *Organiser une sensibilisation des personnes déplacées sur la gestion du stress.*
- *Apporter un secours psychologique aux personnes ayant exprimé le besoin.*
- *Mettre en place des activités récréatives/psycho sociales pour les enfants afin d'identifier les besoins spécifiques pour une meilleure prise en charge ou un référencement vers les services spécialisés*
- *Profilage et appui à la délivrance des documents d'identification aux PDI et à la communauté hôte.*

6.5. Sur la spécificité de l'élevage

L'enregistrement des PDI en cours ne prend pas en compte la situation des pasteurs et agro-pasteurs (Informations sur : nombre des éleveurs et des animaux déplacés, nombre des animaux dans les sites, taille des troupeaux hors des sites et nombre d'animaux perdus ou laissés dans les villages d'origine). En effet, originellement agro-pasteurs et pasteurs, les populations déplacées sont aujourd'hui dans une incapacité totale à conserver ou de maintenir leurs moyens d'existence (agriculture et élevage). Les problèmes d'eau d'abreuvement et d'aliments pour le bétail ainsi que le problème de sécurité se posent avec acuité. Cette situation contraint les éleveurs à brader leurs animaux (ovin à 2000f CFA ; bovin à 15000, 20000).

Sur les sites d'hébergement, les autorités communales perçoivent un conflit latent par rapport à l'utilisation des ressources fourragères aériens.

Annexe 1 : SITUATIONS DES RHUs FOURNIS AU CONASUR AU PROFIT DES PDI A LA DATE DU 04/07/2019

Première dotation

N°	LOCALITES	Stock prévu	Abris reçus	Abris montés			Abris non montés	Total général	Observations
				Sites	Familles d'accueil	Total			
	FOUBE	60	60	46	13	59	01	60	L'abri non monté a les accessoires incomplets
	BARSALOGHO	26	26	18	00	18	00	18	02 implantés à Boussouma, 03 à Dablo et 03 à Pensa pour les besoins de la formation de montage des abris
	ARBINDA	53	53	53	00	53	00	53	
	PENSA	00	03	03	00	03	00	03	Abris transférés de Barsalogho à Pensa pour la formation
	DABLO	00	03	03	00	03	00	03	Abris transférés de Barsalogho à Dablo pour la formation
	BOUSSOUMA	00	02	02	00	02	00	02	Abris transférés de Barsalogho à Boussouma pour la formation
TOTAUX		139	147	125	13	138	01	139	

SITUATIONS DES RHUs FOURNIS AU PROFIT DES PDI A LA DATE DU 04/07/2019

Deuxième dotation

N	LOCALITES	Stock prévu	Abris reçus	Abris montés			Abris non montés	Total général	Observation	Besoins
				Sites	Familles d'accueil	Total				
01	KELBO	100	98	58	37	95	03	98	03 abris en stock d'urgence	30 pour famille d'accueil
02	FOUBE	126	126	110	00	110	16	126	16 en cours d'implantation sur le site	1.000
03	BARSALOGHO	70	70	05	00	05	65	70	Les 65 abris seront implantés dans les familles d'accueil	1.114

04	PENSA	75	75	00	00	00	75	75	L'implantation prévue la semaine prochaine	60
05	DABLO	75	75	00	33	33	42	75	L'implantation prévue la semaine prochaine	
06	TANGHIN PEUL/BOUSSOUMA	20	20	00	00	00	20	20	Planification de l'implantation en cours	
07	DORI	50	50				50	50	En cours d'implantation dans les familles d'accueil	
08	DJIBO	250	250				250	250	En cours d'implantation dans les familles d'accueil	
09	GOROM-GOROM	50	50				50	50	Planification de l'implantation en cours	
TOTAUX		816	814	173	70	243	571	814	02 RHUs en état de mise en œuvre	

Annexe 2 : Liste des participants à la mission